

# franc jeu

UNE PUBLICATION OFFICIELLE DE L'AGENCE MONDIALE ANTIDOPAGE

NUMÉRO 1 - 2007

## Au-delà des sportifs

La lutte contre le dopage dans le sport se munit de nouvelles stratégies pour faire face aux trafics et au dopage organisé.

## CONTACT:

AGENCE MONDIALE ANTIDOPAGE  
COURRIEL: info@wada-ama.org  
INTERNET: www.wada-ama.org

BUREAU PRINCIPAL  
800 PLACE VICTORIA – SUITE 1700  
CASE POSTALE 120  
MONTRÉAL, QC  
CANADA H4Z 1B7  
TÉL.: +1.514.904.9232  
FAX: +1.514.904.8650

BUREAU RÉGIONAL AFRICAÏN  
PROTEA ASSURANCE BUILDING  
8E ÉTAGE  
GREENMARKET SQUARE  
LE CAP  
8001 AFRIQUE DU SUD  
TÉL.: +27.21.483.9790  
FAX: +27.21.483.9791

BUREAU RÉGIONAL ASIE/OCÉANIE  
C/O JAPAN INSTITUTE OF SPORTS SCIENCES  
3-15-1 NISHIGAOKA, KITA-KU  
TOKYO  
115-0056 JAPON  
TÉL.: +81.3.5963.4321  
FAX: +81.3.5963.4320

BUREAU RÉGIONAL EUROPÉEN  
MAISON DU SPORT INTERNATIONAL  
AVENUE DE RHODANIE 54  
1007 LAUSANNE, SUISSE  
TÉL.: +41 21 343 43 40  
FAX: +41 21 343 43 41

BUREAU RÉGIONAL D'AMÉRIQUE LATINE  
CENTRE MONDIAL DU COMMERCE DE MONTEVIDEO  
TOUR II, UNITÉ 712 - 7E ÉTAGE  
CALLE LUIS A DE HERRERA 1248  
MONTEVIDEO, URUGUAY  
TÉL.: +598 2 623 5206  
FAX: +598 2 623 5207

ÉDITRICE  
ELIZABETH HUNTER

CONTRIBUTEURS  
FRÉDÉRIC DONZÉ  
ELIZABETH HUNTER  
STACY SPLETZER

TRADUCTIONS  
FRÉDÉRIC DONZÉ

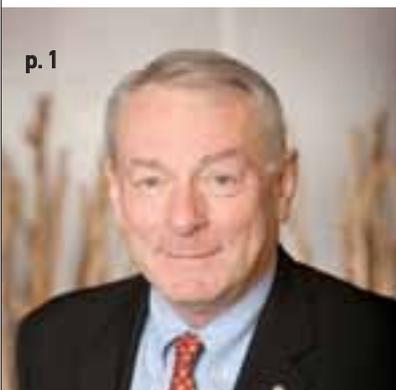
PHOTOS  
STACY SPLETZER (SENSIBILISATION)  
FIBA (PARTENAIRES DE L'AMA)

DESIGN:  
COMMUNICATIONS ANTHONY PHILBIN, MONTREAL

Toutes les informations publiées dans ce numéro étaient exactes au moment de l'impression. Les articles publiés dans ce numéro, et les opinions exprimées par les auteurs, athlètes et experts, ne reflètent pas nécessairement les opinions de l'Agence mondiale antidopage.

La reproduction des articles de "franc jeu" est encouragée. Pour toute autorisation, veuillez envoyer une demande écrite au Département de la communication de l'AMA (media@wada-ama.org). Le magazine "franc jeu" doit être

p. 1



p. 2



## Éditorial de R.W. Pound : Au-delà des sportifs

La lutte contre le dopage doit se munir de nouvelles armes pour faire face aux fournisseurs et aux « facilitateurs » du dopage.

Page 1

## Éditorial : L'invité, Ronald K. Noble

Le Secrétaire Général d'Interpol affirme le soutien de son agence à la lutte contre le dopage dans le sport et la nécessité d'une collaboration renforcée à tous les niveaux de l'application de la loi.

Page 2

p. 3



## En couverture : La voie du futur

Le directeur général de l'AMA, David Howman, expose le besoin urgent d'évoluer pour la communauté antidopage, en ajoutant à l'approche traditionnelle de la lutte contre le dopage de nouvelles stratégies face aux trafics et à la triche organisée.

Page 3



## La voie du futur : Dossier

Questions et perspectives liées au nouveau paradigme antidopage:

Extraits d'une étude sur le trafic.....	p.9
Le modèle australien .....	p.10
Trafic : Ce que le Code et la Convention disent.....	p.12
Conférence des Parties de l'UNESCO .....	p.12
Le point de vue d'un parent .....	p.13

## Révision du Code et consultation

Mise à jour sur le processus en cours :

Le point sur la consultation .....	p.15
Symposium de l'IAAF.....	p.15
Réunion du Comité des sportifs de l'AMA .....	p.16

# dans ce numéro



p. 19



p. 21



p. 24

## Lettre ouverte à ceux qui suggèrent un dopage médicalisé

Le directeur médical de l'AMA, le Dr Alain Garnier, répond aux mythes de la libéralisation du dopage.

**Page 17**

## Profil de sportif : Rosa Mota

Pionnière dans son sport et exemple de ténacité, Rosa Mota a été l'une des plus grandes marathoniennes du vingtième siècle.

**Page 19**

## Vidéo Franc Jeu

L'AMA met à disposition de ses partenaires son nouveau DVD promouvant le sport « propre ».

**Page 23**

## Le président de l'AMA à Pékin

Lors d'une récente visite officielle en Chine, Richard W. Pound a souligné les responsabilités du pays hôte des Jeux olympiques de 2008.

**Page 18**

## Partenaires de l'AMA : FIBA

Présentation de la campagne « Journée sans dopage », du nouveau logo et des activités antidopage de la Fédération internationale de basketball.

**Page 21**

## Mallette de l'AMA pour les entraîneurs

Le plus récent outil éducatif de l'Agence offre un atelier de prévention du dopage prêt à l'emploi et conçu spécialement pour les entraîneurs d'élite.

**Page 24**

## L'AMA à Doha

Un résumé des activités de l'Agence aux Jeux asiatiques 2006 au Qatar.

**Page 23**

## Nouvelles de l'AMA et calendrier Pg

ORAD .....	25
ADAMS .....	25
Nouvel employé .....	25, 26
Liste des interdictions 2007 .....	25
Nouveau laboratoire accrédité .....	26
Passeport de l'Athlète .....	26
Calendrier de l'AMA .....	27



# Au-delà des sportifs

Lutter contre les fournisseurs et les « facilitateurs » du dopage

Alors que nous nous apprêtons à boucler ce premier numéro de 2007 de *Franc Jeu*, les premiers résultats d'une opération nationale aux États-Unis étaient annoncés. Cette enquête a mis à jour les activités illégales de pharmacies qui vendaient des stéroïdes et d'autres substances dopantes sur Internet, avec la complicité de médecins fournissant des ordonnances à des patients qu'ils n'avaient jamais rencontrés, parmi lesquels—selon des médias américains—un certain nombre de sportifs renommés.

Le moment ne pouvait pas être plus approprié pour nous pencher sur les stratégies et les outils additionnels nécessaires à la lutte contre le dopage dans le sport—des outils qui vont au-delà du modèle « traditionnel » se concentrant sur les sportifs au travers des contrôles, de la recherche et de l'éducation, afin de se doter de moyens supplémentaires pour protéger l'intégrité du sport et la santé des sportifs.

La Convention internationale de l'UNESCO contre le dopage dans le sport, qui permet aux gouvernements d'aligner leurs législations et règlements nationaux sur le Code mondial antidopage, est entrée en vigueur le 1er février 2007 et a été ratifiée par 47 gouvernements à ce jour. Par ailleurs, l'AMA et Interpol, la plus grande organisation de police du monde, se sont entendues sur le besoin d'une action plus forte et coordonnée contre le dopage impliquant les agences chargées de l'application de la loi et ont décidé de renforcer leur collaboration.

Ces mesures sont importantes, mais la lutte contre le dopage dans le sport a besoin d'encore davantage de collaboration de la part des gouvernements pour continuer ses progrès.

Il est notamment important que tous les gouvernements n'ayant pas encore ratifié la Convention de l'UNESCO le fassent dès que possible, afin que toutes les lois et tous les règlements nationaux

Tout le monde a pu observer, dans les affaires BALCO ou Festina au cours des dernières années, l'efficacité d'une bonne collaboration entre les autorités gouvernementales et sportives pour démanteler des réseaux de dopage organisé. Cependant, les efforts des autorités sportives pour protéger l'intégrité de leur sport respectif ont souvent été freinés par les difficultés à obtenir la collaboration et des informations de certaines agences gouvernementales.

Aujourd'hui, nous entrons dans une phase de nos activités au cours de laquelle la collaboration en temps réel entre les autorités publiques et sportives peut s'avérer décisive pour l'efficacité de la lutte contre le dopage dans le sport. A cet égard, je pense qu'il est important que la présidence de l'AMA s'apprête à revenir à un représentant des autorités publiques, qui voudront—et devront—démontrer leur engagement dans la lutte contre le dopage en trouvant les solutions nécessaires.

Cette évolution de la lutte contre le dopage nécessite la participation active d'agences gouvernementales chargées de l'application de la loi, le renforcement de leur collaboration avec les autorités sportives pour combattre les éléments « souterrains » agissant en amont du dopage : trafiquants, entourage, fournisseurs, « organisateurs » du dopage...

Cette évolution de la lutte contre le dopage nécessite la participation active d'agences gouvernementales chargées de l'application de la loi, le renforcement de leur collaboration avec les autorités sportives pour combattre les éléments « souterrains » agissant en amont du dopage : trafiquants, entourage, fournisseurs, « organisateurs » du dopage...

Un certain nombre de mesures ont déjà été prises pour bien marquer la responsabilité et le devoir des gouvernements et de la communauté responsable de l'application de la loi de limiter la disponibilité et le trafic de substances interdites, et de poursuivre les fournisseurs et les trafiquants.

soient harmonisés et coordonnés. Chaque gouvernement doit s'assurer que ses lois et règlements reflètent cet engagement et soient effectivement mis en pratique, en donnant aux agences chargées de l'application de la loi le cadre et les outils nécessaires pour agir contre le dopage dans le sport. De cette manière, les agences gouvernementales chargées de l'application de la loi pourront mieux coordonner leur travail d'enquête avec les autorités sportives, et ces dernières pourront sanctionner les « facilitateurs » du dopage entrant sous leur juridiction pour des violations des règles antidopage sans contrôle positif.

Quand les gouvernements et le monde du sport se sont réunis pour créer l'AMA en 1999, ils ont répondu à un besoin urgent de protéger l'intégrité du sport et la santé des sportifs. Ils se sont entendus sur la nécessité d'une stratégie réunissant et coordonnant les forces et les pouvoirs des deux groupes dans un partenariat paritaire. Ce partenariat s'est constamment renforcé au cours des sept ans d'existence de l'AMA. Mais chacun des deux groupes doit encore renforcer son engagement. La lutte contre le dopage dans le sport n'est pas encore gagnée, et il existe encore des personnes et des groupes bien déterminés à profiter de la tricherie. ■



# Interpol engagé contre le dopage

Ronald K. Noble, Secrétaire Général d'Interpol

Historiquement, lutter contre le dopage dans le sport n'a jamais été une priorité pour les agences chargées de l'application de la loi. La responsabilité d'agir contre ce problème a été laissée aux instances réglementant le sport. En tant que Secrétaire Général d'Interpol, je pense que la communauté chargée de l'application de la loi doit trouver un moyen de soutenir les régulateurs du sport dans leur lutte visant à éloigner les tricheurs.

Il est important de se souvenir que le dopage est un problème qui non seulement viole la nature même du sport équitable et compétitif, mais qui constitue également une infraction aux niveaux national et international, dans la mesure où les victoires dans de grandes manifestations sportives rapportent des prix en argent importants et des contrats de partenariat lucratifs.

Le dopage, comme tous les délits, n'est pas un problème qui peut être résolu sans collaboration à de nombreux niveaux. Des milliards de dollars sont dépensés chaque année pour rendre les sportifs, les événements sportifs et les produits plus attractifs pour les consommateurs, mais, en comparaison, peu de ressources sont consacrées à s'assurer que ces mêmes sportifs, événements sportifs et produits restent purs.

L'industrie privée et les organisateurs de manifestations doivent prendre des mesures plus strictes pour agir contre ce problème. Les législateurs et les procureurs doivent s'assurer qu'un cadre existe pour que les contrevenants soient attrapés et punis. Les opinions à propos de la production, de l'utilisation et de la distribution de substances dopantes et anabolisantes divergent grandement de pays à pays, et, dans de nombreux cas, les composés chimiques de ces substances ne sont pas considérés illégaux.

Lors de la réunion d'un groupe de travail international organisée par le Secrétariat Général d'Interpol en 2004, et à laquelle participaient notamment des représentants de l'Agence mondiale antidopage et du Comité international olympique, les participants se sont entendus sur le fait que le partage d'informations et le développement d'une réponse globale coordonnée sont nécessaires. Nous félicitons l'AMA et sa direction pour le travail extraordinaire réalisé pour lutter contre ce problème.

Ceci semble indiquer que le trafic de substances dopantes n'est pas un domaine prioritaire pour les pays membres d'Interpol. Mais ceci indique également que l'infrastructure existe, et que là où le soutien est présent, la communauté chargée de l'application de la loi peut partager les détails liés à des enquêtes et le fait.

Les bases de données et le système de communication d'Interpol sont des outils de réglementation fonctionnant 24 heures sur 24 pour aider les pays à



Il est important de se souvenir que le dopage est un problème qui non seulement viole la nature même du sport équitable et compétitif, mais qui constitue également une infraction aux niveaux national et international.

Nous disposons d'un réseau de Bureaux centraux nationaux d'Interpol dans chacun de nos 186 pays membres, d'un système global sécurisé de communication entre polices, et de bases de données, qui pourraient être utilisés pour traquer les individus et les réseaux liés au dopage.

Le Système d'informations criminelles d'Interpol contient un nombre considérable de données sur le trafic international de drogues. Chaque année, plus de 35 000 messages sont échangés entre les services de police de nos pays membres sur ce seul sujet. Des détails à propos de suspects, de types de recels et de saisies sont échangés chaque jour; mais, parmi ces milliers de messages, moins de 20 sont liés à des cas de dopage.

combattre le crime dans le monde entier. Ces ressources, qui pourraient être utilisées pour identifier et démanteler des réseaux de dopage, seront cependant inutiles sans la volonté politique d'agir et sans encouragements pour la communauté chargée de l'application de la loi d'agir et de partager les informations.

Malgré les nombreux défis qui nous attendent, je suis convaincu que si nous trouvons la volonté de faire de ceci une priorité, nous pourrions trouver ensemble des solutions efficaces pour nous assurer que les personnes actives dans le trafic illégal et l'utilisation de substances dopantes soient exposées, mises sous enquête et punies de manière appropriée. ■



**Aussi dans ce numéro spécial:**

Extraits d'une étude sur le trafic .....p.9  
Le modèle australien .....p.10  
Trafic : Ce que le Code et la Convention disent .....p.12  
Le point de vue d'un parent.....p.13

# En route vers

La lutte contre le dopage dans le sport doit dépasser l'approche traditionnelle reposant sur les contrôles, l'éducation et la recherche pour faire face au dopage organisé.

Le directeur général de l'AMA, **David Howman**, souligne ce besoin de nouvelles stratégies dans le cadre de la prochaine étape de ce combat.

**L**a stratégie traditionnelle de lutte contre le dopage dans le sport s'est appuyée historiquement, et de manière générale, sur trois piliers: les contrôles du dopage, la recherche et l'éducation.

Les contrôles servent à détecter la présence de substances et méthodes interdites dans l'échantillon d'un sportif. Ils ont également un effet dissuasif : si un sportif sait qu'il court le risque d'être contrôlé et attrapé pour dopage, il réfléchira sans doute à deux fois avant de tricher. La recherche, elle, est nécessaire pour que les contrôles

bénéficient des moyens de détection les plus modernes, puisque les tricheurs chercheront toujours de nouvelles substances et méthodes leur permettant de passer au travers des stratégies de détection. Quant aux programmes d'éducation et de prévention, ils visent à sensibiliser les sportifs dès leur plus jeune âge, pour qu'ils développent des valeurs et acquièrent des outils les aidant à prendre les bonnes décisions s'ils sont confrontés un jour au dopage.

Mais cette approche traditionnelle se concentre sur les sportifs. Or, de

récents cas d'envergure liés au dopage dans le sport, tels que l'affaire Festina en France, l'affaire BALCO et la récente opération visant des pharmacies vendant des produits dopants sur Internet aux États-Unis, ont prouvé que le dopage intervient souvent à grande échelle et comprend la participation de membres—bien organisés et possédant des moyens financiers importants—de l'entourage de certains sportifs, qui profitent du succès illicite de ces sportifs tout en courant peu de risques.

Les sportifs sont entourés de nombreuses personnes : entraîneurs,



# l'avenir

parents, coéquipiers, médecins, thérapeutes, administrateurs sportifs (y compris des équipes, clubs et fédérations), avocats, agents, sponsors... Pour les sportifs, en particulier les plus jeunes, il s'agit là de relations de confiance. Mais, si leur entourage comprend des personnes plus intéressées à battre des records et gagner des médailles qu'à prendre soin de la santé et du bien-être de leurs protégés, le risque de dopage est réel.

La situation actuelle n'est pas simple. Des substances dopantes et des informations sont facilement accessibles en ligne, et Internet facilite la vente et l'achat de ces produits dangereux. Des fournisseurs utilisent Internet pour promouvoir et vendre des substances dopantes dans des pays ne disposant pas de législation ou de mesures antidopage coercitives. Des opérateurs clandestins font de la publicité pour l'utilisation de stéroïdes produits à des fins vétérinaires. Quant aux consommateurs, ils sont facilement trompés par des produits qui sont en réalité souvent des contrefaçons fabriquées avec des ingrédients toxiques et contenant des doses si importantes qu'ils mettent en danger leur santé. Aujourd'hui, il apparaît que le trafic de substances dopantes est lié dans de nombreux cas au crime organisé et à des réseaux de distribution sophistiqués, qui trouvent dans ce commerce la possibilité de réaliser des profits importants sans grands risques.



## La voie du futur

Alors que l'importance de ces cercles d'influence est aujourd'hui de plus en plus prise en compte, il est impératif que de nouvelles stratégies s'ajoutent aux contrôles, à la recherche et à la sensibilisation pour garantir l'efficacité de la lutte contre le dopage.

Le Code mondial antidopage, entré en vigueur le 1er janvier 2004, permet déjà de sanctionner des violations des règles antidopage sans contrôle positif. Ces violations (possession, trafic, contribution, assistance dissimulation...), pour lesquelles les sportifs, mais aussi les membres de leur entourage, peuvent être sanctionnés dans un cadre sportif, ouvrent désormais la voie à une évolution importante dans la lutte contre le dopage mettant l'accent sur deux éléments clés : les enquêtes et les trafics.

### Enquêtes

D'importants progrès dans le démantèlement de réseaux de dopage ont été rendus possibles par des enquêtes à grande échelle menées par des agences gouvernementales chargées de l'application de la loi,

dans des pays décidés à proscrire la production, le trafic et la possession de substances dopantes. Les informations collectées au cours de ces enquêtes sont extrêmement utiles aux autorités sportives et antidopage, qui peuvent ensuite établir si des violations des règles antidopage ont été commises par des sportifs et leur entourage. Aujourd'hui, le défi posé à la communauté antidopage consiste à déterminer de quelle manière la collaboration et le partage d'informations entre les agences gouvernementales d'une part et les autorités sportives et antidopage d'autre part peuvent être améliorés, afin de permettre à la lutte contre le dopage dans le sport de gagner encore en efficacité.

Dans cette optique, l'AMA et l'Agence antidopage des États-Unis (USADA) ont organisé les 13 et 14 novembre 2006 à Colorado Springs—avec le soutien du Comité olympique des

États-Unis (USOC)—un symposium sur les pouvoirs d'investigation dans la lutte contre le dopage dans le sport. Des représentants d'agences nationales antidopage, de l'AMA, du Comité international olympique, de Fédérations internationales et d'agences gouvernementales se sont réunis à cette occasion pour discuter des moyens qu'ont les autorités sportives et gouvernementales de mieux collaborer et coordonner leurs activités, des outils existants qui pourraient permettre d'optimiser

*Suite en page 7.*





**« Aujourd'hui, le défi posé à la communauté antidopage consiste à déterminer de quelle manière la collaboration et le partage d'informations entre les agences gouvernementales d'une part et les autorités sportives et antidopage d'autre part peuvent être améliorés, afin de permettre à la lutte contre le dopage dans le sport de gagner encore en efficacité. »**



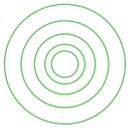
## La voie du futur

le partage d'informations, et des pouvoirs dont disposent les organisations antidopage pour réunir des preuves de violations des règles antidopage sans contrôle positif.

Les présentations et discussions auront permis aux participants de mieux comprendre les besoins des uns et des autres et la nature complémentaire des enquêtes criminelles et sportives dans le cadre de la lutte contre le dopage, mais aussi de jeter les bases d'une collaboration renforcée entre autorités sportives et gouvernementales dans ce domaine.

Un certain nombre de stratégies qui pourraient être mises en place par les organisations antidopage ont été évoquées, parmi lesquelles la mise à disposition d'une ligne téléphonique sur laquelle toute personne pourrait donner des informations sur le dopage dans le sport; la formalisation d'incitations à fournir des renseignements (par exemple des sanctions réduites ou une immunité) pour les contrevenants fournissant des informations utiles; et la possibilité de faire du manque de collaboration ou des mensonges dans le cadre d'une enquête une violation des règles antidopage.

Les participants ont toutefois précisé que la juridiction des organisations antidopage est limitée, et que certains pouvoirs tels que les fouilles et les saisies appartiennent aux agences chargées de l'application de la loi. Par conséquent, des enquêtes antidopage efficaces à grande échelle reposent sur la



collaboration et la coordination entre les autorités sportives et gouvernementales.

L'affaire BALCO illustre bien ce constat. Au cours des premières phases de l'enquête, des agents américains chargés de l'application de la loi ont utilisé des moyens non coercitifs tels que des recherches sur Internet et dans des poubelles pour réunir des preuves qui ont ensuite servi à obtenir les autorisations nécessaires pour effectuer des recherches plus intrusives, telles que des écoutes téléphoniques et la surveillance de messages électroniques. L'affaire BALCO a mené à l'inculpation de quatre personnes—le fondateur du laboratoire BALCO Victor Conte, le responsable exécutif du laboratoire James Valente, l'entraîneur d'athlétisme Remi Korchemny et le préparateur physique Greg Anderson—pour un total de 42 chefs d'accusation, parmi lesquels association de malfaiteurs, blanchiment d'argent, et complot visant à distribuer des stéroïdes anabolisants et à tromper les consommateurs par l'utilisation de fausses marques. Les informations réunies dans le cadre de l'affaire BALCO et partagées avec USADA ont donné lieu, à ce jour, à 15 cas de violations des règles antidopage conformément au Code.

L'Australie a effectué un pas supplémentaire dans cette approche en créant un nouveau modèle solidifiant la collaboration entre les autorités antidopage et gouvernementales. En mars 2006, la nouvelle agence antidopage australienne (ASADA) a ainsi été créée par décret fédéral en tant qu'agence gouvernementale. ASADA ne dispose pas de pouvoirs de recherche ou de saisie elle-même, mais peut utiliser les informations que lui transmettent d'autres agences gouvernementales. Par exemple, en cas de saisie de substances illégales, les Douanes australiennes peuvent fournir à leur agence nationale antidopage des informations sur les destinataires prévus. Grâce à la mise à disposition de ces informations, ASADA peut identifier des sportifs soupçonnés de dopage et concentrer son attention sur eux, par exemple en les ciblant pour des contrôles. *(Pour davantage d'informations, lisez l'article « Australie : Un modèle innovant pour lutter contre le dopage sur les huit fronts du Code », page 10.)*

Cette nouvelle approche de la lutte contre le dopage a engendré un intérêt important dans le monde entier, et les premiers résultats sont prometteurs : le 9 février 2007, ASADA a annoncé que ses nouveaux pouvoirs avaient joué un rôle dans un quart des violations des règles antidopage sanctionnées depuis lors en Australie. Pour sa part, l'AMA va organiser un deuxième symposium sur les enquêtes, les 16 et 17 avril à Londres, en collaboration avec UK Sport, dans le but de développer davantage ce concept et de faciliter la coordination entre le Mouvement sportif et les gouvernements.

### Trafic

En matière de trafic de substances dopantes, la communauté antidopage fait face à un certain nombre de défis importants. En premier lieu, les mesures prises face à la production, à l'utilisation et à la distribution de substances dopantes varient énormément selon les pays. Dans certains pays, la distribution de stéroïdes anabolisants est illégale, alors que dans d'autres il n'existe aucune loi à cet égard. Cela complique au niveau international les efforts de lutte contre le trafic de ces substances—substances interdites par la communauté internationale dans le cadre de la Liste des substances et méthodes interdites. Les pays disposant de lois contre la production et la distribution de substances dopantes doivent agir individuellement ou bilatéralement pour collecter et relier des informations sur des réseaux de dopage afin de les démanteler. Interpol et l'AMA se sont entendus sur le besoin d'une coordination renforcée parmi les agences chargées de l'application de la loi, mais, sans cadre légal sur le plan national et sans partage d'informations entre les agences, les progrès seront limités. *(Pour davantage d'informations, lisez l'article « Interpol engagé contre le dopage », page 2.)*

Le récent rapport préparé par Alessandro Donati illustre bien certaines de ces difficultés—l'absence de lois dans de nombreux pays et la difficulté à les mettre en application dans d'autres; le manque d'informations fiables permettant de décrire le problème avec précision et de développer des solutions... Alessandro Donati a dirigé de 1990 à 2006 la division « Recherche et développement »

du Comité national olympique italien (CONI). Réputé pour son opposition farouche au dopage dans le sport, il a consacré une grande partie de sa carrière à lutter contre ce phénomène. A notre connaissance, son rapport est à ce jour la seule tentative de quantifier le problème et d'identifier des tendances au niveau international en compilant dans un seul document des informations récentes sur le trafic international de substances dopantes. Cette étude dresse un tableau qui devrait alarmer la communauté internationale, et en particulier ceux parmi les gouvernements qui ne sont pas encore engagés dans la lutte contre la production, la distribution et la possession de substances dopantes. *(Pour davantage d'informations, lisez l'article « Le trafic international de substances dopantes », page 9.)*

Quand bien même les défis sont importants, il est encourageant que la Convention internationale de l'UNESCO contre le dopage dans le sport soit entrée en vigueur le 1er février 2007, et que les 186 gouvernements qui se sont engagés dans la lutte contre le dopage en signant la Déclaration de Copenhague ratifient désormais un à un la Convention. La ratification de la Convention par chaque pays devrait paver la voie à l'harmonisation des lois nationales contre la production, le trafic et la possession de substances dopantes, puisque la Convention liste des mesures spécifiques à adopter par les gouvernements à cet égard. *(Pour davantage d'informations, lisez l'article « Trafic : Ce que le Code et la Convention de l'UNESCO disent », page 12.)*

Le public, pour sa part, devient de moins en moins tolérant face au dopage et de plus en plus conscient de ses dangers et de ses conséquences. Les parents commencent à comprendre que ce qui se passe dans le sport d'élite a un effet « domino » sur leurs enfants, qui veulent suivre l'exemple des stars du sport. Le dopage dans le sport est un problème de santé publique, qui nécessite la participation active des gouvernements, en particulier dans les domaines des enquêtes et du trafic. *(Pour davantage d'informations, lisez l'article « Attaquer la source et les fournisseurs : Le point de vue d'un parent », page 13.)* ■



# Le trafic international de substances dopantes

## Extraits d'une étude d'Alessandro Donati

Une étude globale réalisée par Alessandro Donati, et publiée en février 2007, regroupe des informations et des données qui peuvent être utilisées comme une base permettant d'estimer le volume total du trafic de substances dopantes à l'échelle mondiale.

Ce rapport illustre bien certaines des difficultés auxquelles la communauté antidopage est confrontée—l'absence de lois dans de nombreux pays et la difficulté à les mettre en application dans d'autres; le manque d'informations fiables permettant de décrire le problème avec précision et de développer des solutions... A notre connaissance, le rapport de Sandro

Donati est à ce jour la seule tentative de quantifier le problème et d'identifier des tendances au niveau international en compilant dans un seul document des informations récentes sur le trafic international de substances dopantes. Cette étude dresse un tableau qui devrait alarmer la communauté internationale, et en particulier ceux parmi les gouvernements qui ne sont pas encore engagés dans la lutte contre la production, la distribution et la possession de substances dopantes.

Les points ci-dessous constituent un résumé de cette longue étude. Le rapport complet est disponible sur le site Internet de l'AMA, [www.wada-ama.org](http://www.wada-ama.org).

### Le trafic de substances dopantes est-il un phénomène nouveau?

Non. Déjà en 1993, l'Agence antidrogue des États-Unis (Drug Enforcement Agency - DEA) rapportait que de nombreux trafiquants de stéroïdes trafiquaient également d'autres substances, notamment de la cocaïne, et que ces trafiquants étaient bien organisés au plus haut niveau. La DEA relevait également que l'abus de stéroïdes anabolisants n'était plus confiné aux sportifs d'élite et était devenu dans plusieurs pays un problème touchant plus largement la société, en particulier les adolescents et les jeunes adultes.

Lors de la Conférence internationale sur l'abus et le trafic de stéroïdes anabolisants organisée en 1993 à Prague par la DEA, les participants (représentant 19 pays et des organisations telles que le Comité international olympique, Interpol, le Conseil international de contrôle des narcotiques, l'Organisation mondiale de la santé, le Département d'État américain, et l'Administration américaine de la nourriture et des médicaments - FDA) ont conclu que les gouvernements devraient examiner leurs législations nationales et renforcer le contrôle des agents anabolisants, afin de mettre un frein aux trafics illicites et d'identifier les producteurs, de même que les quantités produites, importées et exportées.

### Y a-t-il une différence entre dopage et drogue?

Selon Sandro Donati, les tableaux utilisés dans plusieurs pays comme la base de la législation antidrogue et les règles antidopage dans le sport montrent un chevauchement significatif : amphétamines, stimulants, cocaïne, héroïne et cannabis font souvent partie des deux listes. Dans presque tous les pays, les amphétamines, les stimulants, la cocaïne et l'héroïne sont classés comme les substances les plus risquées pour la santé en raison de leurs effets toxiques et de leur potentiel d'addiction. Mais, pour les trafiquants, il n'y a pas de différence entre substances dopantes et drogues.

### Les autorités publiques disposent-elles de données sur la consommation de substances dopantes?

Non. La plupart des pays ne recensent que des données concernant les saisies de narcotiques et ne mentionnent pas l'abus de substances pharmaceutiques à des fins de dopage.

### Quel est le nombre estimé de consommateurs dans le monde?

Donati estime que si les vingt pays dans lesquels des saisies ont été réalisées (et annoncées) ont une population globale de 790 millions, on peut considérer qu'il existe environ 15,5 millions de consommateurs de substances dopantes dans ces pays (environ 1,9% de la population). Si on applique le même pourcentage à six autres pays avec une population globale de 220 millions, le chercheur estime qu'il existe environ 4,5 millions de consommateurs dans ces pays. De même, il considère que le pourcentage est probablement de moins de 0,2% dans le reste du monde, ce qui équivaut à environ 11 millions de consommateurs. Sandro Donati estime ainsi qu'environ 31 millions de personnes consomment des substances dopantes dans le monde.

Total estimé dans le monde : 31 millions

### Qui sont les consommateurs?

Au sein du marché noir, il existe un lien étroit entre cinq catégories de consommateurs :

1. sportifs professionnels et amateurs
2. culturistes professionnels et amateurs
3. sujets sains ou malades mésusant des produits pharmaceutiques ou en abusant
4. militaires ou paramilitaires
5. milieu du spectacle.

Selon Sandro Donati, les sportifs professionnels et amateurs ne représentent qu'un pourcentage mineur de la consommation totale de substances dopantes.



Australian Government

Australian Sports Anti-Doping Authority

# Australie :

## Un modèle innovant pour lutter contre le dopage sur les huit fronts du Code



Par Richard Ings

Directeur exécutif de l'Agence antidopage australienne (ASADA)

Durant les cinq à dix dernières années, les organisations et les personnes chargées de trouver de nouveaux moyens de détecter le dopage ont été très occupées. Les tricheurs forment un groupe de fraudeurs comprenant non seulement des sportifs, mais aussi des membres de leur entourage complices, des entraîneurs, des administrateurs, des médecins et même parfois des parents.

Alors que ces tricheurs se sont efforcés de trouver de nouveaux moyens de contrevenir aux règles, la réponse de la communauté antidopage a également évolué. Les organisations antidopage ont introduit de nouvelles techniques analytiques, consacré davantage d'énergie aux informations sur la localisation des sportifs, à la mise en place du Code mondial antidopage (le Code) et aux contrôles des sportifs.

Au cours des dernières années, les organisations antidopage du monde entier ont réalisé plus ou moins 180 000 contrôles par année grâce à un réseau de plusieurs milliers d'agents de contrôle du dopage. Ceci représente un investissement important pour détecter la présence de substances interdites dans le corps de sportifs. Cependant, la présence de substances interdites n'est pas la seule violation des règles antidopage prévue par le Code. Les infractions les plus importantes—avec des sanctions pour une première violation pouvant aller jusqu'à une suspension à vie—

touchent des violations des règles antidopage sans contrôle positif, telles que le trafic, l'utilisation et la possession de substances. Dans ce cas, les sanctions ne s'appliquent pas seulement aux sportifs, mais aussi au personnel d'encadrement.

Tandis que des ressources importantes sont consacrées aux contrôles, les organisations antidopage ont porté une attention moins marquée aux moyens de détecter des violations des règles antidopage sans contrôle positif. Si nous espérons gagner la lutte contre le dopage dans le sport, ceci doit changer.





## Extraits de commentaires reçus par ASADA :

« Sans doute la présentation la plus stimulante offrant une nouvelle orientation. Nous devons toujours penser à de nouvelles solutions, et celle-ci est très intéressante. »

« Félicitations à l'Australie. Ceci est la voie à suivre. »

« Cette nouvelle approche répond à beaucoup de nos questions. »

« Approche très intéressante et bien expliquée. »

« Très bonne décision que celle de l'Australie. Ceci n'est pas possible dans notre pays, mais il est bon de savoir que ce genre de choses est possible dans un autre pays. »

En mars 2006, le gouvernement australien a créé l'Autorité antidopage du sport australien (ASADA) pour remplacer l'ancienne agence antidopage australienne (ASDA). Cette nouvelle organisation a pour mission d'agir face aux huit types de violations des règles antidopage prévues par le Code.

Bénéficiant d'une vaste gamme de nouveaux pouvoirs comprenant la possibilité d'enquêter sur des allégations de dopage et de partager des informations avec d'autres agences gouvernementales australiennes, ASADA doit mettre en pratique la politique de tolérance zéro du gouvernement australien face au dopage. ASADA applique ses nouveaux pouvoirs en étroite collaboration avec d'autres agences gouvernementales fédérales et provinciales telles que le Service des Douanes et l'Administration des biens thérapeutiques, dans le cadre d'enquêtes coordonnées sur des allégations de dopage dans le sport australien. Cette collaboration commence à produire des résultats probants.

ASADA a le pouvoir d'enquêter sur les trafics de substances dopantes, pour lesquels la sanction peut aller jusqu'à une suspension à vie pour une première infraction. ASADA a également la possibilité d'identifier les « clients » des réseaux de trafiquants et de vérifier si ces « clients » sont soumis aux règles antidopage. Les individus responsables du trafic de substances interdites, les sportifs et leur entourage faisant affaire avec des trafiquants font maintenant face à une réponse coordonnée et déterminée sous l'impulsion d'ASADA.

La création d'ASADA et notre intention de lutter contre le dopage sur tous les fronts ont été saluées par nos partenaires internationaux. ASADA a participé à deux réunions internationales au cours des derniers mois : la réunion annuelle de l'Association des organisations nationales antidopage au Cap, et le Symposium de l'AMA sur les pouvoirs d'investigation des organisations antidopage à Colorado Springs.

ASADA a pu présenter lors de ces deux réunions sa vision d'une organisation antidopage unique luttant contre les huit types de violations des règles antidopage prévues par le Code.

Adopter une nouvelle approche ne va pas sans risques et défis. Je veux donc remercier le gouvernement australien, les autorités sportives du pays et l'équipe d'ASADA pour tout le travail réalisé dans la mise en place de cette nouvelle vision. ASADA n'a pas toutes les réponses; elle n'a sans doute pas encore identifié la moitié des questions. Mais nous pouvons affirmer avec confiance que jamais auparavant les tricheurs australiens—qu'ils soient des sportifs ou des membres de leur entourage—n'ont couru autant de risques d'être identifiés et sanctionnés. Et ceci est un bon point de départ. ■

*ASADA a succédé à ASDA le 14 mars 2006 et est la seule organisation nationale antidopage en Australie.*

Pour davantage d'informations, consultez le site Internet d'ASADA à l'adresse : [www.asada.gov.au](http://www.asada.gov.au)



# Trafic :

## Ce que le Code et la Convention de l'UNESCO disent

La Convention internationale contre le dopage dans le sport, adoptée en octobre 2005 à l'unanimité des 191 pays présents à la Conférence générale de l'UNESCO et actuellement ratifiée individuellement par chaque gouvernement, formalise les responsabilités des États dans la lutte contre le trafic de substances dopantes.

Ce traité international universel, qui permet aux États d'aligner leurs législations sur le Code mondial antidopage, précise ainsi que les gouvernements doivent adopter des mesures afin de limiter la

disponibilité de substances et de méthodes interdites en vue d'en restreindre l'utilisation illicite par des sportifs (Article 8). En ratifiant la Convention, les États s'engagent à lutter contre le trafic destiné aux sportifs, et, à cette fin, « à limiter la production, la circulation, l'importation, la distribution et la vente desdites substances et méthodes ».

Les signataires s'engagent par ailleurs à encourager la coopération entre les organisations antidopage, les pouvoirs publics et les organisations sportives qui relèvent de leur juridiction et ceux relevant de la juridiction des autres États parties (Article 13).

Le Code mondial antidopage lui-même fait mention du trafic à plusieurs articles. Parmi les violations des règles antidopage n'impliquant pas de contrôle positif, le Code liste « le trafic de toute substance ou méthode interdite » (Article 2.7), pouvant faire l'objet d'une sanction allant de quatre ans à une suspension à vie de toute activité sportive (Article 10.4.2). Le Code rappelle par ailleurs que des mesures doivent être prises par les gouvernements dans plusieurs domaines de la lutte contre le dopage, parmi lesquels, précisément, la disponibilité des substances et méthodes interdites (Article 22.1). ■

## L'AMA appelle les gouvernements à intensifier leur engagement à la Conférence des Parties de l'UNESCO

L'AMA a appelé les gouvernements à intensifier encore leur engagement et à remplir leurs responsabilités dans la lutte contre le dopage dans le sport à l'occasion de la première session de la Conférence des Parties de la Convention internationale contre le dopage dans le sport, qui s'est tenue du 5 au 7 février au siège de l'UNESCO, à Paris (France).

« Les gouvernements ont un rôle clé dans la lutte contre le dopage dans le sport », a rappelé le président de l'AMA, Richard W. Pound, dans un communiqué publié avant la réunion. « En adoptant la Convention en moins de deux ans et en la ratifiant à peine une année plus tard, ils ont établi un record du monde dans le cadre de l'UNESCO et ont prouvé leur engagement en faveur du sport sans dopage. Mais cette étape est également un carrefour. Les États qui n'ont pas encore ratifié le traité doivent prendre les mesures nécessaires sans tarder. La récente accumulation de cas et d'enquêtes d'envergure liés au dopage a montré que les autorités publiques et sportives doivent renforcer la coordination de leurs activités dans ce domaine pour que la lutte contre le dopage gagne encore en efficacité. »

Lors de la réunion de la Conférence des Parties, le vice-président de l'AMA, le ministre français des Sports Jean-François Lamour, et le directeur général de l'Agence, David Howman, ont réitéré cet appel, appelant les gouvernements n'ayant pas encore ratifié le traité à le faire dès que possible.

Au cours de cette session, qui se déroulera tous les deux ans, le ministre russe des Sports, Vyacheslav Fetisov, a été élu président de la Conférence, chargée du suivi de la Convention. Vyacheslav Fetisov, par ailleurs membre du Conseil de fondation de l'AMA et président du Comité des sportifs de l'Agence, sera assisté de quatre vice-présidents—Renee Anne Shirley, conseillère principale du Premier ministre de la Jamaïque; Jaime Lissavetzky Diez, Secrétaire d'État au sport d'Espagne; Zhixue Jiang, directeur général de l'Administration générale du sport de Chine; et Carlos Sousa, vice-ministre de la jeunesse et des sports du Mozambique—et d'un rapporteur—Kamal Guemmar, directeur de l'Institut national de formation supérieure en sciences et technologies des sports d'Algérie.

La Conférence des Parties a également adopté la Liste 2007 des interdictions de l'AMA et s'est entendue au sujet de la mise en place d'un Fonds international pour l'élimination du dopage dans le sport. Ce Fonds, estimé actuellement à environ 300 000 US\$, sera utilisé par l'UNESCO pour assister les États Parties dans trois domaines : le développement de projets d'éducation visant la jeunesse et les organisations sportives; la formation de décideurs politiques dans le secteur de la lutte contre le dopage dans le sport; et la mise en place de programmes de tutorat et de renforcement des capacités. L'Afrique du Sud, le Canada, la Chine, le Danemark, l'Espagne, la Grèce, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Suède ont déjà annoncé des dons pour ce Fonds de contributions volontaires.

La Convention internationale contre le dopage dans le sport est entrée en vigueur le 1er février 2007, et 47 États l'ont ratifiée à ce jour. ■



# Attaquer la source et les fournisseurs : Le point de vue d'un parent

En décembre 2005, l'Agence antidrogue des États-Unis (Drug Enforcement Agency – DEA) annonçait la plus grosse opération de répression liée à des substances dopantes de l'histoire des États-Unis. L'« Opération Gear Grinder »—une enquête de deux ans menée par la DEA avec la participation de nombreuses agences fédérales et provinciales américaines chargées de l'application de la loi et de l'Agence fédérale mexicaine d'enquêtes—a abouti à l'inculpation de huit fabricants de stéroïdes anabolisants au Mexique et de 23 personnes aux États-Unis pour trafic de substances dopantes et blanchiment d'argent.

Opérant depuis le Mexique, ces sociétés vendaient leurs produits sur Internet en les présentant comme des stéroïdes pour chevaux et bétail. Les produits étaient ensuite transportés en contrebande aux États-Unis et livrés aux clients. Le total des ventes annuelles des huit sociétés aux États-Unis est estimé à 56 millions US\$. Plus de 2000 personnes ont été identifiées comme ayant commandé des stéroïdes illégaux à ces sociétés.

Don Hooton, dont le fils Taylor s'est enlevé la vie en juillet 2003 suite à un abus de stéroïdes anabolisants, était présent à la conférence de presse du 15 décembre 2005 annonçant l'inculpation d'Alberto Saltiel-Cohen—un personnage central dans l'industrie des stéroïdes au Mexique. Taylor avait 17 ans au moment de sa mort. Joueur de baseball à Plano, au Texas (États-Unis), il consommait des stéroïdes produits par l'une des sociétés appartenant à Alberto Saltiel-Cohen. Depuis la mort de son fils, Don Hooton a témoigné devant le Congrès des États-Unis lors d'auditions sur l'utilisation de stéroïdes dans le sport et a créé la Fondation Taylor Hooton afin de sensibiliser le public, et notamment les jeunes, aux dangers des stéroïdes.

Dans cet entretien avec *Franc Jeu*, il présente son point de vue sur la nécessité d'agir à la source et de démanteler les trafics de substances dopantes.

## **Quelle est, selon vous, la plus grande difficulté pour démanteler les réseaux de production et de distribution de substances améliorant les performances?**

Je n'aime pas quand l'expression « améliorer les performances » est utilisée après « substances » parce que cela dilue le fait qu'il s'agit en réalité de *drogues*, de substances et de composés chimiques pouvant causer un tort énorme à leurs consommateurs s'ils ne sont pas utilisés sur le conseil et sous la supervision attentive d'un médecin. Les stéroïdes anabolisants ont prouvé être très dangereux, ayant notamment des effets importants sur le

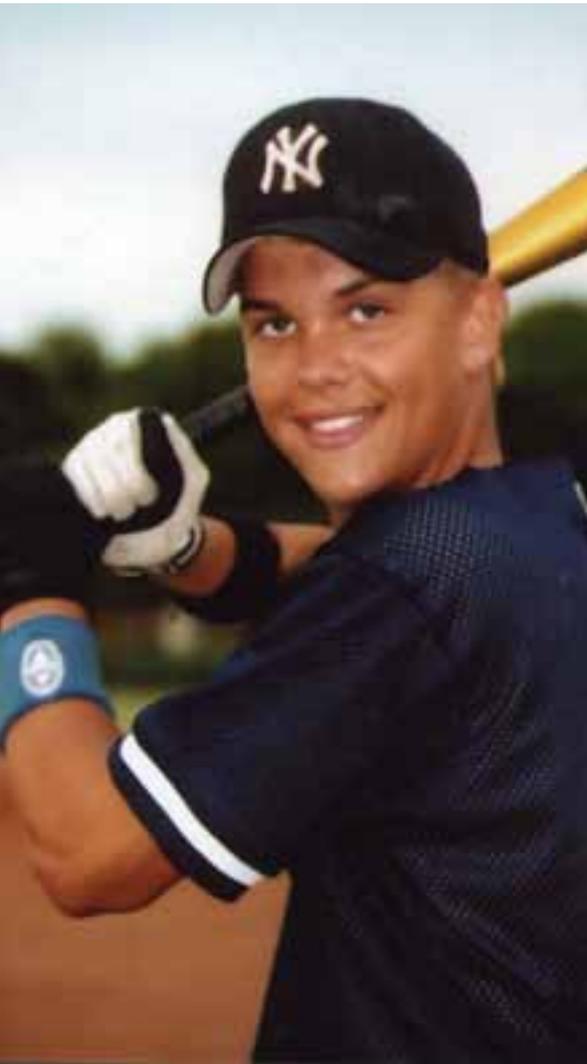
mental et causant des dommages à long terme à différents organes. La plupart des experts s'accordent sur le fait que ces dommages sont suffisamment importants pour réduire l'espérance de vie. Un certain nombre de décès ont été attribués à l'utilisation de ces substances. Les effets physiques et psychiques des stéroïdes sont encore plus dangereux quand ces substances sont utilisées dans des quantités et dans un cadre qui ne sont pas contrôlés.

Mais la plupart des gens ne pensent pas aux stéroïdes et aux autres « substances améliorant les performances » comme étant des

*drogues*. Ils pensent qu'il s'agit simplement d'un pas de plus par rapport à la boisson à base de protéines ou de créatine qu'ils peuvent acheter au magasin à côté de chez eux. Demandez à un jeune sportif si des substances comme des stéroïdes sont comparables à la cocaïne ou aux méthamphétamines! Il vous prendra pour un fou.

## **Que peuvent faire les gouvernements pour changer cette perception?**

En se basant sur des informations médicales objectives, les États-Unis ont pris leurs responsabilités et fait des stéroïdes anabolisants des



La Fondation Taylor Hooton a été créée à la mémoire de Taylor E. Hooton, un étudiant de 17 ans qui jouait au baseball à Plano, au Texas (États-Unis). Taylor s'est enlevé la vie en juillet 2003 suite à un abus de stéroïdes anabolisants. Cette fondation a été créée par ses parents, sa famille et des amis quand ils ont pris conscience de l'importance du problème de la consommation de substances dopantes parmi les jeunes sportifs. Ils ont découvert que non seulement ce problème était répandu, mais que les jeunes sportifs et leurs parents ignoraient souvent les réels dangers de ces substances.

« substances contrôlées ». L'utilisation de ces substances n'est pas illégale pour autant qu'un médecin ait fourni une ordonnance légitime à des fins médicales légitimes.

Sur la base de mon expérience personnelle et des connaissances que j'ai acquises depuis notre tragédie, je suis convaincu que tous les pays devraient inclure les stéroïdes anabolisants dans leurs lois nationales liées aux substances contrôlées. Ces substances sont tout simplement trop dangereuses pour être vendues sans ordonnances ni contrôle.

#### Pourquoi faut-il que tous les pays agissent?

Parce que quand quelques pays ne contrôlent pas ces drogues, cela complique significativement la tâche des autres pays. Par exemple, des enfants peuvent traverser la frontière entre les États-Unis et le Mexique et acheter dans ce pays des substances dont la possession est illégale sans ordonnance aux États-Unis. Grâce à Internet, les acheteurs peuvent aussi commander ces substances dans des pays où elles ne sont pas contrôlées. Le Mexique n'est pas le seul pays où elles sont disponibles. De nombreux pays, dont la Chine, la Russie et des pays d'Europe de l'Est ont la réputation d'être des endroits où il est facile de s'en procurer.

Une approche uniforme de ces substances par tous les pays

contribuerait à mieux contrôler le problème. Cet effort ne pourra être couronné de succès que quand toutes les agences responsables de l'application de la loi pourront appliquer de telles mesures.

#### Quelles autres mesures seraient nécessaires?

Pour gagner une bataille comme celle-ci, il faut lutter sur plusieurs fronts.

Le contrôle de la demande est crucial. Nous devons travailler à sensibiliser les consommateurs potentiels aux dangers de ces substances, et leur faire comprendre que ces dangers sont bien réels.

Les agences locales d'application de la loi doivent prendre des mesures pour appliquer les lois existantes, pour que les consommateurs sachent qu'ils courent un risque réel d'être punis s'ils sont attrapés.

Les entraîneurs, l'entourage et les administrateurs sportifs doivent indiquer clairement à leurs sportifs qu'ils ne toléreront pas l'utilisation de substances améliorant les performances. Ils ne peuvent pas continuer à fermer les yeux face à ce problème en pensant que quelqu'un d'autre va s'en occuper.

Nous devons montrer aux sportifs qu'il existe de nombreux moyens sains et licites d'obtenir des résultats, et qu'ils n'ont pas besoin d'utiliser des artifices pour gagner. Et ce travail d'éducation doit commencer dès le plus jeune âge. ■



# Le processus de consultation et de révision du Code suit son cours

## Les partenaires contribuent activement aux changements

L'article 23.6 du Code mondial antidopage attribue à l'AMA la responsabilité de superviser les modifications et améliorations du Code. Après trois ans d'application du Code, l'AMA a ainsi entrepris au printemps 2006 une révision pratique de ce document harmonisant les règles liées au dopage dans tous les sports et tous les pays, en étroite collaboration avec ses partenaires, afin de renforcer encore les programmes antidopage dans le monde entier.

Ce processus de consultation et de révision s'étend sur trois phases de consultation et aboutira à une version révisée finale qui sera soumise à approbation lors de la troisième Conférence mondiale sur le dopage dans le sport, du 15 au 17 novembre 2007 à Madrid (Espagne).

Le 15 janvier 2007, l'AMA a envoyé la première version révisée du Code à 4381 partenaires et parties intéressées, en leur demandant leurs commentaires avant le 30 mars. Cette version est le résultat de

nombreuses réunions avec des partenaires et des commentaires reçus au cours de la première phase de consultation. Une seconde version révisée du Code, intégrant les commentaires reçus au cours de la deuxième phase de consultation, sera diffusée en juin 2007.

Pour davantage d'informations sur le processus de consultation et de révision, et pour télécharger la première version révisée du Code, consultez le site Internet de l'AMA à l'adresse [www.wada-ama.org](http://www.wada-ama.org).

## Symposium mondial de l'IAAF: Des idées pour renforcer la lutte contre le dopage

Stratégies de contrôle du dopage, défis scientifiques, sanctions contre les tricheurs, améliorations pratiques, collaboration accrue entre les divers acteurs de la lutte contre le dopage: le symposium mondial antidopage de l'IAAF, tenu du 30 septembre au 2 octobre 2006 à Lausanne (Suisse), a abordé un large éventail de questions et donné lieu à des discussions constructives qui contribueront à renforcer la lutte contre le dopage, à quelques mois de la troisième Conférence mondiale sur le dopage dans le sport organisée par l'AMA, du 15 au 17 novembre 2007 à Madrid (Espagne).

Au cours de ces trois jours de réunion, les quelque 400 participants du monde entier ont notamment entendu l'avis d'athlètes désireux de faire entendre leur voix. Paula Radcliffe, la détentrice du record du monde du marathon, a ainsi insisté sur l'importance pour les autorités antidopage d'avoir accès sans difficultés à tous les pays pour contrôler les sportifs, ainsi que sur l'importance de toujours améliorer les procédures de contrôle et d'analyse. Stéphane Diagana, membre de la commission des athlètes de l'IAAF et du comité des sportifs de l'AMA,

a également réitéré sa proposition d'infliger des sanctions financières aux contrevenants et de donner aux fédérations et aux organisateurs la possibilité de réclamer des dommages et intérêts aux sportifs trichant délibérément.

Toujours en matière de sanctions, de nombreux représentants de l'IAAF se sont déclarés en faveur de sanctions plus importantes (quatre ans de suspension) pour une première violation sérieuse des règles antidopage. Plusieurs intervenants ont également appuyé l'idée d'un « Passeport de l'Athlète », ou « profil longitudinal du sportif »—un concept à l'étude depuis plusieurs années par l'AMA—qui permettrait aux autorités antidopage de détecter des anomalies dans les paramètres physiologiques des sportifs et de cibler encore davantage les contrôles, voire de sanctionner des variations anormales.

Un grand nombre des questions abordées et des recommandations du symposium font actuellement l'objet d'une vaste procédure de consultation dans le cadre de la révision du Code mondial antidopage, qui se terminera lors de la Conférence mondiale de novembre 2007. D'autres éléments



Le directeur général de l'AMA, David Howman, a présenté aux participants de nouvelles stratégies pour renforcer la lutte contre le dopage.

font partie des réflexions actuelles de l'AMA ou seront intégrés dans divers projets menés en collaboration avec l'IAAF et les partenaires de l'Agence.

L'AMA était représentée à ce symposium par son directeur général David Howman; son directeur des Sciences, le Dr Olivier Rabin; son directeur médical, le Dr Alain Garnier; et Rune Andersen, directeur Standards & Harmonisation. En outre, le Pr Arne Ljungqvist, président du Comité Santé, Médecine et Recherche de l'Agence et vice-président de l'IAAF, a joué un rôle essentiel tout au long de la réunion.

Pour davantage d'informations sur les discussions du symposium, veuillez consulter la section « Antidopage » du site Internet de l'IAAF, [www.iaaf.org](http://www.iaaf.org).

# Le Comité des sportifs de l'AMA planche sur la révision du Code

Le Comité des sportifs de l'AMA s'est réuni le 21 novembre 2006 à Montréal (Canada). Présidé par Vyacheslav Fetisov, président du Comité d'État de la Fédération russe pour la culture physique et le sport, ce Comité est composé de 13 sportifs d'élite internationaux engagés dans la lutte contre le dopage dans le sport. En travaillant avec l'AMA et en lui fournissant leurs conseils pour ses programmes et initiatives antidopage, les membres du Comité des sportifs représentent la voix des sportifs propres et oeuvrent en faveur du sport sans dopage. L'ex-cycliste professionnel Greg LeMond, trois fois

le document harmonisant les règles antidopage des organisations sportives et des autorités publiques. Ses membres ont fourni leurs opinions et leurs recommandations lors de cette réunion entrant dans le cadre de la première phase de consultation, notamment dans le domaine des sanctions (*Pour davantage d'informations, lisez l'article « Révision du Code et consultation », page 15*), et se sont exprimés sur les domaines du Code pouvant à leur avis connaître des améliorations.

Après avoir assisté à une présentation du directeur général de l'AMA, David

rôle essentiel dans la lutte contre le dopage, des progrès importants sont réalisés au travers d'enquêtes impliquant souvent une collaboration entre de multiples agences gouvernementales et les autorités sportives. Quand les acteurs en amont du dopage (producteurs, trafiquants, etc) et des membres de l'entourage encourageant des sportifs à se doper (entraîneurs, médecins, etc) sont amenés devant la justice et doivent répondre de leurs actes, la lutte contre le dopage gagne significativement en efficacité.

Dans le domaine de la promotion du sport sans dopage, les membres du Comité ont encouragé les sportifs de tous âges, tous sports et toutes nationalités à faire un serment contre le dopage. Il est important, ont-ils affirmé, que les autorités sportives et antidopage mènent des campagnes de promotion liées aux sportifs propres. Ils considèrent que l'attention n'est pas suffisamment dirigée vers les sportifs propres, et que les sportifs d'élite honnêtes devraient davantage s'exprimer sur l'importance du sport sans dopage, notamment en raison de l'influence qu'ils peuvent avoir. Les membres ont décidé de travailler chacun dans leur propre sport et pays pour faire en sorte que davantage de sportifs puissent prêter serment en faveur du sport sans dopage et recevoir des informations clés appuyant ce serment. L'AMA s'est pour sa part engagée à faciliter la promotion de modèles de bonnes pratiques liés à ces campagnes sur son site Internet.

Enfin, les membres du Comité ont suggéré la prise en compte de sanctions financières contre le dopage, y compris des sanctions contre les responsables d'équipes, de fédérations ou d'organisations dont des tricheurs font partie.

Le gouvernement portugais accueillera la prochaine réunion du Comité des sportifs, du 12 au 14 avril à Lisbonne. ■



**Les membres du Comité des sportifs de l'AMA. De gauche à droite, en haut : Marcus De Freire, Yoko Tanabe, Vyacheslav Fetisov, Jacqui Cooper et Stéphane Diagana. En bas : Rosa Mota, Beckie Scott, Yang Yang A., Rania Elwani, Sarah Ulmer et Tanja Kari. (Manquent : Kalusha Bwalya et Janet Evans.)**

vainqueur du Tour de France et défenseur du sport sans dopage, s'est joint à la réunion comme invité.

Le Comité a passé plusieurs heures avec l'équipe chargée de piloter la révision du Code mondial antidopage,

Howman, à propos de la situation de la lutte contre le dopage, le Comité a soutenu avec force l'approche de l'Agence en relation avec les enquêtes. Ses membres ont reconnu que, s'il est vrai que les contrôles, la recherche scientifique et l'éducation jouent un



# Lettre ouverte à ceux qui suggèrent un dopage médicalisé

Par le Dr Alain Garnier  
Directeur médical de l'Agence mondiale antidopage



Suite aux déclarations récentes de certains médecins qui considèrent que le dopage est nécessaire, voire bénéfique, pour la santé des sportifs, il est certainement temps de réaffirmer, une fois encore et sans équivoque, quelques principes fondamentaux de la pratique médicale et de la déontologie.

Si l'on considère, en tant que médecin du sport, que le sport de haut niveau n'est pas bon pour la santé, cela signifie alors que ce genre de pratique n'est pas correctement adapté à la physiologie humaine. Si cela est vrai, il semble difficile dès lors de justifier le soutien et l'engagement des médecins dans ce genre de pratique. Tout médecin a, avant toute autre considération, l'obligation de protéger la santé des sportifs dont il a la charge.

Toujours, et sans exception, le médecin doit se conformer aux principes de l'exercice médical et défendre la santé du sportif, sans égard au niveau de la compétition ou aux éventuelles conséquences économiques. Par conséquent, les organisations sportives devraient toujours assurer ce droit aux médecins et leur garantir une indépendance de décision et une absence de tout conflit d'intérêt. Confronté à une situation dangereuse pour la santé du sportif, un médecin ne devrait jamais accepter passivement cette situation, ni même essayer de la rendre plus supportable. Ne pas suivre ces principes fondamentaux de l'éthique médicale est susceptible de conduire à des situations critiques. Est-ce qu'un médecin confronté à des pratiques de torture devrait proposer

le sportif sera capable de jouer plus longtemps, de courir plus vite, de tolérer des charges de travail supérieures ou encore de mieux supporter la douleur; mais ceci est très éloigné du fait de produire un bénéfice pour la santé. Pour illustrer ce point, une question que les médecins devraient se poser plus fréquemment doit être considérée : en cas de fièvre ou de blessure, quelle est l'attitude médicale légitime ? Il semble qu'en pratique médicale « normale », la réponse soit évidente. Pourquoi devrait-il en être autrement en médecine du sport ? Peut-on imaginer un médecin prescrivant des amphétamines à un conducteur ou une conductrice de camion au seul motif qu'il ou elle serait trop fatigué(e) pour continuer de conduire ?

Contrairement à ce que les médecins qui défendent le dopage prétendent, accepter l'idée d'un dopage médicalement supervisé conduirait immédiatement et irrémédiablement à une généralisation du dopage et à une exclusion du sport de tous les sportifs « propres » qui sont opposés à l'utilisation inutile de médicaments et qui souhaitent défendre l'esprit du sport.

Dans le cas où une situation particulière en sport n'est pas compatible avec la physiologie humaine et pourrait être néfaste à la santé de l'individu, deux options s'offrent à nous: changer le sport en question et les règles qui le gouvernement afin de le rendre adapté à la condition humaine; ou adapter les sportifs au sport. La première est la logique prônée par la littérature scientifique en physiologie, la santé publique et les principes de la médecine du travail. La seconde, malheureusement choisie par certains médecins, conduit inévitablement à considérer le dopage comme « indispensable ».

Changer le sport ou changer l'homme ? Telle est la vraie question. L'arrivée prochaine des thérapies géniques rendra cette question encore plus aiguë et nécessaire à appréhender.

une assistance médicale afin de les rendre moins destructrices pour l'individu ? Evidemment non, mais ceux qui proposent un dopage médicalisé suivent pourtant la même logique erronée.

En plus des raisons éthiques présentées ci-dessus, de nombreux autres arguments médicaux peuvent être opposés à l'acceptation d'un dopage médicalement « supervisé ».

Indépendamment du fait que certaines substances ou méthodes utilisées à des fins de dopage puissent effectivement améliorer la performance, il n'existe aucune évidence scientifique pour que de telles pratiques puissent être considérées comme bénéfiques pour la santé, en particulier à moyen et long terme. En fonction de la nature de la substance utilisée pour se doper,

L'usage d'un médicament, même le plus anodin, est associé à des risques et à de potentiels effets indésirables. Suivant ce fait établi en pharmacologie, tout médecin doit considérer le rapport risque/bénéfice pour le patient avant l'écriture de toute prescription. Promouvoir le dopage pour tous est en totale contradiction avec ce principe fondamental de la pratique médicale. Prétendre que le dopage médicalement assisté est plus sûr parce qu'un médecin est présent est totalement erroné. Il n'existe aucune donnée crédible laissant à penser qu'un médicament est moins dangereux lorsqu'il est prescrit par un médecin. Chaque jour, dans les hôpitaux et cliniques à travers le monde, des patients constatent à leurs dépens les effets indésirables de médicaments, malgré un suivi médical strict par des médecins hautement expérimentés.

# Le président de l'AMA souligne les responsabilités de la Chine dans la lutte contre le dopage

Richard W. Pound reçoit un doctorat honoris causa à Pékin

Le président de l'AMA, Richard W. Pound, a effectué une visite officielle à Pékin en octobre 2006 afin de rencontrer les autorités gouvernementales et sportives chinoises et souligner les responsabilités du pays hôte des prochains Jeux olympiques en matière de lutte contre le dopage dans le sport. M. Pound a été reçu par M. Liu Peng, Ministre chinois des Sports, président du Comité olympique chinois et président exécutif du Comité d'organisation des Jeux de Pékin; et par M. Duan Shijie, vice-Ministre des Sports et président de la commission antidopage du Comité olympique chinois, également membre du Conseil de fondation de l'AMA.

Au cours des trois jours de cette visite, les hôtes chinois ont présenté au président de l'AMA les plus récents développements de leur programme antidopage et ont annoncé l'approbation par le gouvernement de la mise en place prochaine d'une agence nationale antidopage indépendante. Le président de l'AMA a pour sa part exprimé son appui envers les efforts réalisés par ce pays et souligné que les Jeux de Pékin 2008 représentaient une occasion importante pour la Chine de montrer son engagement dans la lutte contre le dopage.

M. Pound a également reçu un doctorat honoris causa de l'Université des Sports de Pékin, et, dans son discours devant les étudiants de cette université, a

souligné à nouveau l'importance du rôle de la Chine dans la lutte internationale contre le dopage dans le sport :

« Un pays hôte des Jeux olympiques a la responsabilité, dans son pays et vis-à-vis du monde entier, de montrer son engagement dans la lutte contre le dopage dans le sport et de s'assurer que ses efforts soient bien organisés et bénéficient d'un appui financier suffisant. Il doit montrer l'exemple. »

« Un engagement actif envers l'AMA, le versement des contributions annuelles à l'Agence, l'adoption et la mise en place du Code mondial antidopage, la ratification et la mise en place de la Convention internationale de l'UNESCO contre le dopage dans le sport, de même que l'incitation envers les autres gouvernements de la région à agir de la même manière, sont autant

d'éléments contribuant à cet engagement. Le rôle de leader s'accompagne de responsabilités. Cet engagement international devrait être soutenu par un programme de contrôle rigoureux supervisé par une agence nationale antidopage indépendante, adéquatement financée et à même de mener des contrôles hors compétition sans préavis et de gérer les résultats de contrôles. L'expertise de laboratoire doit maintenir son haut niveau pour répondre à des méthodes de dopage toujours plus sophistiquées. L'un des objectifs de ma visite est d'offrir le soutien de l'AMA dans la mise en place et le développement de programmes et d'activités antidopage complets. »

*Le discours complet du président de l'AMA à l'Université des Sports de Pékin peut être téléchargé sur le site Internet de l'AMA, [www.wada-ama.org](http://www.wada-ama.org).*



M. Liu Peng, Ministre chinois des Sports, en compagnie du président de l'AMA Richard W. Pound à Pékin en octobre 2006. Le Ministre a assuré son hôte de l'engagement de la Chine dans la lutte contre le dopage dans le sport.

Dans la pratique médicale, l'usage des médicaments est très strictement encadré et codifié, avec des indications et des contre-indications précises. Il n'y a pas la moindre évidence que la compétition sportive ou un travail exténuant soit une indication pour l'EPO ou les transfusions sanguines. Accepter cet usage détourné des agents pharmacologiques revient à considérer la médecine du sport comme une médecine expérimentale sur des sportifs assimilés à des sujets de recherche sans leur consentement, donc en contradiction avec les règles propres à cette « médecine ».

Contrairement à ce que les médecins qui défendent le dopage prétendent, accepter l'idée d'un dopage médicalement supervisé conduirait immédiatement et irrémédiablement à une généralisation du dopage et à une exclusion du sport de tous les sportifs « propres » qui sont opposés à l'utilisation inutile de médicaments et qui souhaitent défendre l'esprit du sport. Encourager de cette façon le dopage est peut-être bénéfique pour ses promoteurs, mais certainement pas pour le sport ni pour la santé des sportifs.

Prétendre que cela induirait un terrain

de jeu plus équitable est absurde et moralement faux. Au contraire, accepter le dopage médicalisé autoriserait le recours aux ressources économiques et scientifiques pour faire la décision sportive, et seuls ceux ayant accès à ces ressources et à l'expertise scientifique pourraient dès lors gagner. Peut-on imaginer une plus grande injustice sur cette planète que la disparité de la connaissance scientifique et de l'accès à la médecine ? Certainement pas. Cela signifierait la fin de la victoire au mérite pour les sportifs. Dans un tel contexte, les prix et récompenses ne devraient plus être remis aux sportifs, mais aux compagnies pharmaceutiques et aux équipes de chercheurs.

« Mieux vaut  
être dernier et  
honnête que  
vainqueur et  
tricheur. »



# Rosa Mota

A Nossa Rosinha (Notre Petite Rose)

Rosa Mota a été une pionnière dans son sport et reste un modèle pour les femmes du monde entier. Considérée comme l'une des meilleures coureuses à pied du XXe siècle, elle est également l'une des sportives les plus populaires que le Portugal ait connues. Aujourd'hui, âgée de 48 ans, elle se consacre à faire la promotion de la santé, de la solidarité et de l'exercice.

Rosa Mota a commencé la course à pied à l'âge de 14 ans, après une enfance active passée à pratiquer de nombreux sports. Sa première victoire dans un marathon, aux championnats d'Europe de 1982, lui a assuré une place dans l'Histoire. Il s'agissait en effet du premier marathon féminin disputé dans le cadre d'une grande manifestation sportive. Cette victoire a marqué le début d'une impressionnante série, couronnée par un titre olympique à Séoul en 1988, un titre mondial, trois titres européens et des victoires dans des marathons aussi prestigieux que ceux de Chicago, Londres et Boston.

La détermination, le courage et l'amour du sport de Rosa lui ont valu une reconnaissance internationale. Aujourd'hui, après avoir pris sa retraite sportive en 1994, elle œuvre comme ambassadrice portugaise du franc jeu et fait partie du Comité des sportifs de l'AMA.

**Quand vous regardez en arrière, qu'est-ce que le marathon vous a amené?**

La course à pied m'a donné presque tout ce que j'ai aujourd'hui. Elle m'a donné de nombreux amis dans le monde entier et m'a appris à comprendre mon corps et mes limites. Ce sport m'a aussi donné de grandes joies.

**Quelle est, selon vous, l'importance pour les sportifs d'être des modèles pour les plus jeunes?**

Je pense que les sportifs d'élite, actifs ou retraités, peuvent aider les plus jeunes sportifs à réaliser de belles choses dans le sport. Si vous

aimez votre sport et que vous travaillez dur, en prenant du plaisir, vous pouvez réaliser de grandes choses. Vous devez toujours être honnête, « propre », et ne pas utiliser de substances dopantes.

**Quel message voulez-vous faire passer aux jeunes sportifs?**

Ayez une éthique sportive en et hors compétition. Apprenez à gagner, apprenez à perdre, et apprenez à vivre en étant célèbres.

**Que diriez-vous à un sportif songeant à utiliser des substances interdites?**

Qu'il vaut mieux être dernier et honnête que vainqueur et tricheur.



**En bref :**

**Nom :**  
Rosa Mota

**Nationalité :**  
Portugaise

**Date de naissance :**  
29 juin 1958

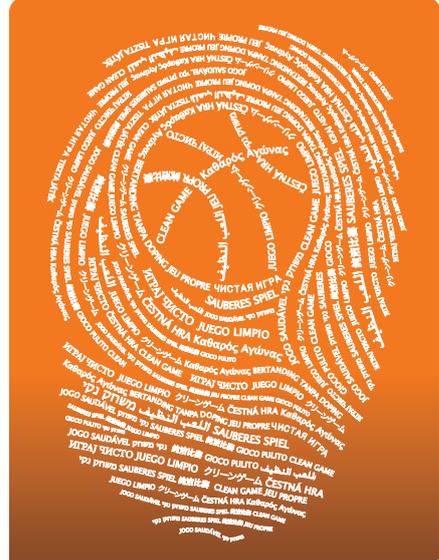
**Sport :**  
Athlétisme/Marathon

**Principaux succès :**  
Championne olympique (1988)  
Championne du monde  
3 fois championne d'Europe  
2 fois gagnante du marathon de Chicago  
3 fois gagnante du marathon de Boston  
Gagnante du marathon de Londres.

**Les 10 conseils de sagesse de Rosa**

**Sportifs...**

1. Ne faites que ce qui vous donne le plus de plaisir.
2. Quand vous trouvez ce que vous aimez, faites-le avec un maximum de plaisir.
3. Soyez professionnels et engagés, en vous rappelant que la vie va au-delà du sport de compétition.
4. Apprenez à connaître et à respecter les concurrents qui vous précèdent.
5. Traitez vos adversaires comme vous aimeriez être traités.
6. N'oubliez jamais vos origines, les personnes qui vous ont fait connaître le sport, votre premier club et vos premiers amis.
7. Définissez vos objectifs, soyez ambitieux et rêvez un peu, mais sachez que sans travail, vous n'arriverez à rien ou presque.
8. Profitez de votre carrière sportive internationale pour vous faire autant d'amis que possible.
9. N'abandonnez jamais vos principes éthiques.
10. Luttez toujours contre le dopage.



**CLEAN  
GAME**



# Le message des basketteurs

Par Florian Wanninger, directeur de la communication de la FIBA

La Fédération internationale de basketball (FIBA) a lancé un nouveau logo dans le cadre de sa lutte contre le dopage, l'été dernier à l'occasion de ses championnats du monde.

Ce lancement a bénéficié du soutien important de tous les joueurs participant à ces championnats du monde masculins et féminins 2006, organisés respectivement au Japon et au Brésil. Pour montrer leur engagement contre le dopage, tous les joueurs des équipes qualifiées pour les quarts de finale des deux tournois ont porté un t-shirt orange affichant le nouveau logo et le slogan « Jeu propre » dans le cadre de la campagne « Journée sans dopage », lors de leur échauffement avant leur quart de finale. Ce logo a été créé par une société de graphisme française et représente la forme d'un ballon de basketball inséré à l'intérieur de mains. Le slogan s'affiche en 15 langues.

remarquables. Leur collaboration et leur soutien à cette campagne ont été extraordinaires », s'est réjoui le président de la FIBA, Bob Elphinston. « Ce message des meilleurs joueurs du monde a davantage d'impact sur les enfants et les autres joueurs que tout autre matériel éducatif de la FIBA. En parallèle, nous continuerons à informer et à sensibiliser les jeunes joueurs dans les écoles et les clubs et à réaliser des contrôles. »

Cette campagne a eu un tel succès pendant et après le lancement du logo que la FIBA a décidé de produire des articles promotionnels « Jeu propre », tels que des t-shirts, qu'elle présentera prochainement dans la page « Magasin » de son site Internet.

Le soutien des basketteurs à des campagnes antidopage a une longue tradition. Lors des championnats du monde 2002 de la FIBA, à Indianapolis,

19 ans », et « moins de 21 ans ». Des posters éducatifs ont notamment été affichés dans les vestiaires de toutes les équipes, et des brochures antidopage en cinq langues ont été distribuées aux jeunes joueurs.

« L'un des plus grands problèmes que nous avons à affronter aujourd'hui est l'utilisation abusive de compléments alimentaires, qui peuvent être achetés dans des pharmacies sans ordonnance », explique le Dr Jacques Huguet, de la Commission médicale de la FIBA. « Nous devons avertir les sportifs des pièges auxquels ils s'exposent. »

La FIBA met également l'accent sur les contrôles lors de ses principales manifestations. Environ 100 contrôles—tous négatifs—ont été réalisés lors des championnats du monde au Japon et au Brésil.

« Ceci est un excellent résultat pour le



Des équipes nationales masculines et féminines lors du lancement de la campagne « Journée sans dopage » aux championnats du monde 2006 disputés au Japon et au Brésil. Cette campagne et le nouveau slogan s'inscrivent dans le cadre d'une nouvelle étape du développement des efforts antidopage de la FIBA.

Cette campagne s'inscrit dans le cadre d'une nouvelle étape du développement des efforts antidopage de la FIBA et vise à envoyer un message positif à tous les jeunes jouant au basketball dans le monde.

« Tous les joueurs participant aux championnats du monde ont été

certain des joueurs les plus célèbres du monde tels que Yao Ming (Chine) et Manu Ginobili (Argentine) ont participé à un clip vidéo présenté à la télévision durant le tournoi.

La FIBA a également organisé des campagnes lors de championnats des « moins de 16 ans », « moins de

basketball, mais nous ne devons pas croire que notre sport est à l'abri des tentatives d'améliorer les performances », a commenté Patrick Baumann, le secrétaire général de la FIBA. « En collaboration avec les sportifs, nos membres et nos partenaires, nous devons intensifier l'éducation et les contrôles à tous les niveaux. » 



L'AMA disposait de stands d'information pour les médias et les sportifs lors des Jeux asiatiques.

## L'AMA active aux Jeux asiatiques 2006

L'AMA a participé de manière active aux 15es Jeux asiatiques, du 1er au 15 décembre 2006 à Doha (Qatar), en menant notamment des programmes d'Observateurs indépendants (OI), de sensibilisation des sportifs et d'information aux médias, et en assistant les organisateurs dans leur utilisation d'ADAMS, le système de gestion et d'administration antidopage développé par l'AMA pour coordonner les activités antidopage dans le monde entier. Les Jeux asiatiques, la plus grande manifestation sportive de ce continent, ont lieu tous les quatre ans. Cette 15e édition a réuni plus de 8000 sportifs de 45 pays et comptait 39 sports et disciplines à son programme.

L'équipe des OI était emmenée par Graeme Steel, directeur exécutif de l'Agence antidopage de Nouvelle-Zélande. Les autres membres de l'équipe étaient Adrian Lorde, président de la Commission nationale antidopage de la Barbade; Nicole Sapstead, responsable de programmes antidopage à UK Sport; Alexandre Kamerzin, avocat suisse; et Tom May, responsable du contrôle à l'AMA.

L'équipe de sensibilisation des sportifs était quant à elle composée d'Elena Tveritina, de l'Agence fédérale russe pour la culture physique et le sport; Xinzhai Wang, de la Commission antidopage du Comité olympique chinois; Natasha Prudente, du Ministère de la Jeunesse et des Sports

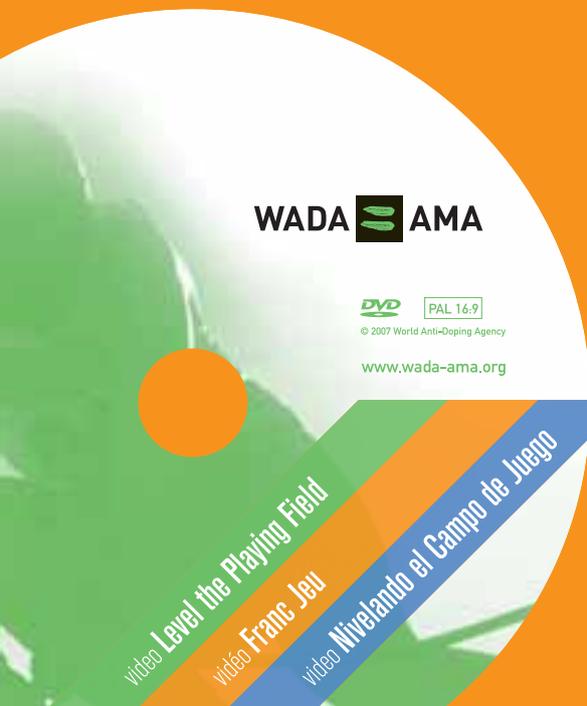
de Brunei; et Stacy Spletzer, Shannan Withers et Frédéric Donzé, de l'AMA.

En outre, l'AMA a également mené à Doha un programme pilote de sensibilisation des médias, en installant pour quelques jours un stand d'information dans le centre de presse. Des centaines de journalistes se sont rendus sur ce stand pour poser des questions au responsable des relations médias de l'AMA, Frédéric Donzé, et obtenir des informations sur l'AMA, le Code mondial antidopage et la lutte contre le dopage en général.

L'AMA remercie chaleureusement le Conseil olympique d'Asie pour son appui et son aide dans la mise en place de ses divers programmes à Doha. ■

## L'AMA partage la vidéo « Franc Jeu » avec ses partenaires

Une vidéo de deux minutes pour faire entendre la voix des sportifs propres



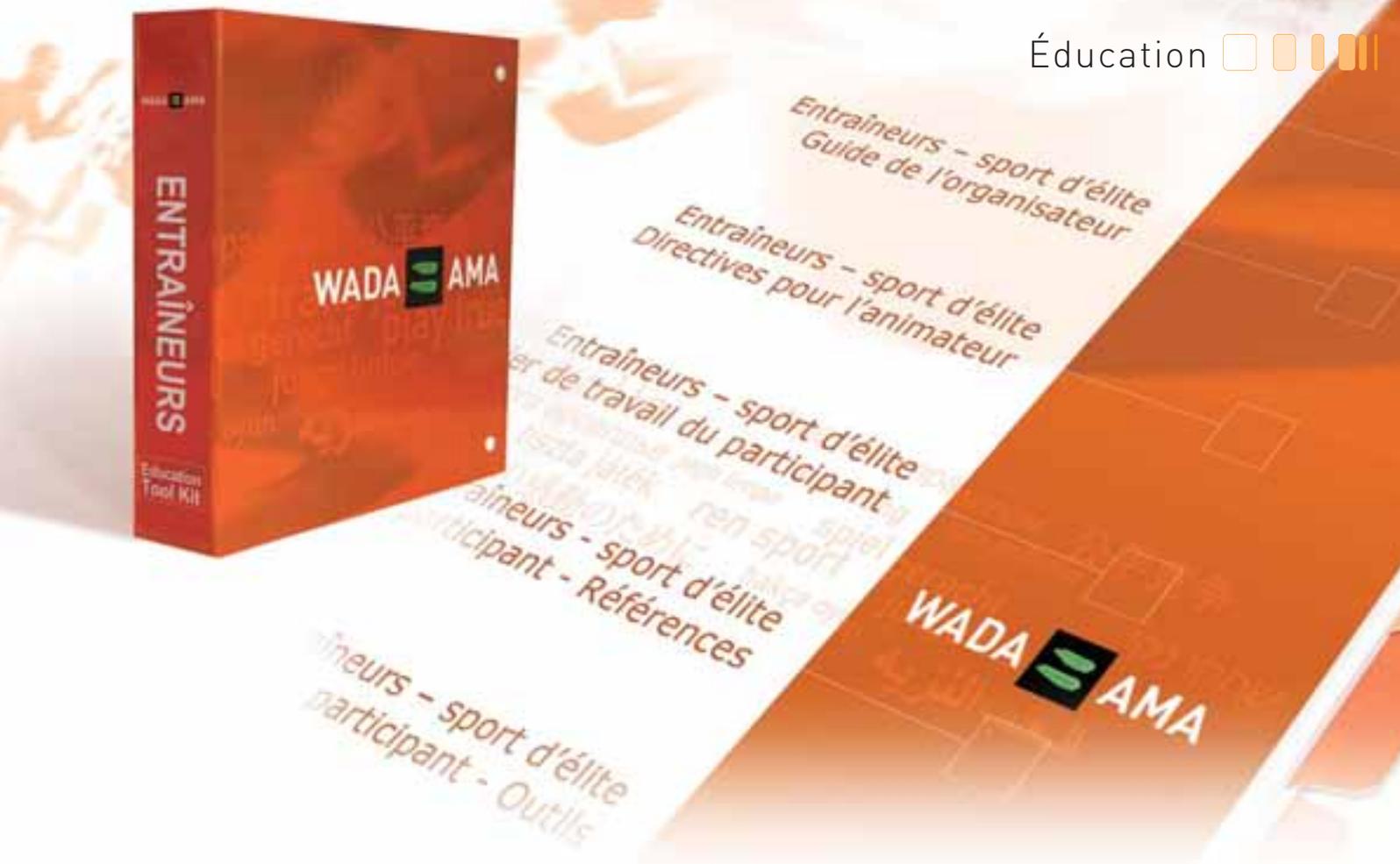
Avec le soutien de TAM-TAM TWA, le partenaire basé à Montréal de la célèbre agence de publicité TBWA, l'AMA a créé une vidéo de deux minutes promouvant les valeurs du franc jeu du point de vue des sportifs. Cette vidéo évoque le cœur du sujet de la lutte contre le dopage : le fait que les sportifs propres sont les vrais héros ayant fait le choix de ne pas tricher. Ceux-ci méritent des compétitions saines, sécuritaires, et un terrain de jeu équitable.

La vidéo est disponible en DVD et sans frais pour tous les partenaires. Elle peut être utilisée lors de conférences et de réunions pour présenter la lutte contre le dopage dans le sport, rappeler à l'audience l'importance des efforts contre le dopage, et inspirer les participants à soutenir le sport sans dopage.

Le DVD présente la vidéo en trois langues : français, anglais et espagnol. La reproduction de la vidéo, sans modifications, est encouragée pour autant qu'elle ne soit pas utilisée à des fins commerciales.

La vidéo a été créée avec pour objectif d'être universelle, en utilisant la voix (et non l'image) d'une sportive propre, afin que la traduction en d'autres langues ne nécessite que le réenregistrement de la voix.

Pour recevoir une copie gratuite du DVD, ou pour demander l'autorisation de reproduire ou traduire la vidéo, veuillez contacter la Département de la Communication de l'AMA à l'adresse [media@wada-ama.org](mailto:media@wada-ama.org). Pour voir la vidéo (en basse résolution), consultez le site Internet de l'AMA à l'adresse [www.wada-ama.org](http://www.wada-ama.org).



## L'AMA lance sa Mallette pour entraîneurs

Un atelier prêt à l'emploi sur la prévention du dopage pour les entraîneurs d'élite est désormais à la disposition des partenaires.

L'outil éducatif le plus récent mis au point par l'AMA est un atelier de prévention prêt à l'emploi sur la prévention du dopage pour les entraîneurs d'élite. Les entraîneurs ont une influence considérable sur les sportifs, et les sensibiliser à l'importance du sport sans dopage est un moyen de faire ensuite passer le message aux sportifs et à leur entourage.

La Mallette pour entraîneurs, développée par l'AMA en collaboration avec un groupe de travail composé de représentants de différents partenaires, comprend un atelier divisé en modules, qui propose un programme de formation de base de trois heures pouvant se transformer en une journée complète avec l'ajout de modules optionnels « à la carte ».

Interactif, cet atelier comprend des analyses de scénarios, des résolutions de problèmes et des débats en petits groupes. Les participants sont sensibilisés aux rôles et responsabilités

des entraîneurs d'élite dans la promotion du sport sans dopage, sont mieux informés des enjeux et des règlements antidopage en vigueur, et reçoivent des documents de référence utiles pour la prévention du dopage. « L'atelier a été fantastique, et je le recommande vivement aux autres entraîneurs », a déclaré un participant à une session organisée à l'Institut de formation en sport et entraînement de Budapest (Hongrie).

La Mallette contient tous les outils nécessaires à la présentation de l'atelier, de sa promotion jusqu'à son évaluation, incluant un Guide de l'organisateur, des Directives pour l'animateur, un diaporama accompagné de notes de présentation, du matériel audiovisuel, un Cahier du participant, ainsi que plusieurs documents de référence et outils pratiques. Déjà disponible en français, anglais et espagnol, la Mallette fait l'objet de traductions dans d'autres langues par certaines organisations nationales antidopage. Les utilisateurs sont

également invités à adapter le programme en y ajoutant du contenu particulier à leur pays ou à leur sport.

Jocelyn East, du Centre canadien pour l'éthique dans le sport (CCES), a récemment dirigé un atelier pilote et a été impressionné par ce programme : « Cet atelier constitue une base solide pour le développement de programmes éducatifs pour les entraîneurs. » L'Association des entraîneurs du Canada espère également collaborer étroitement avec le CCES pour mettre en place ce programme dans tout le Canada.

La seconde partie de la Mallette, actuellement en phase de développement, ciblera plus précisément les entraîneurs de jeunes sportifs.

Pour davantage d'informations sur la Mallette, veuillez contacter le Département de l'Éducation de l'AMA à l'adresse [info@wada-ama.org](mailto:info@wada-ama.org) ou consulter la section « Éducation » du site Internet de l'AMA ([www.wada-ama.org](http://www.wada-ama.org)). ■



## L'AMA va de l'avant avec le Passeport de l'Athlète

L'AMA a annoncé le 29 janvier son soutien à « Athletes for Transparency » (AFT), une étude pilote lancée en France sur le suivi longitudinal des paramètres biologiques de sportifs. Le projet AFT s'inscrit dans la droite ligne du concept du Passeport de l'Athlète développé par l'AMA depuis 2002, dont l'objectif vise à examiner les données biologiques sur une certain laps de temps afin d'identifier les profils anormaux dans le contexte de la lutte contre le dopage.

Le travail dans ce domaine de recherche s'est intensifié récemment, notamment suite aux questions soulevées lors des Jeux olympiques d'hiver de 2006 au sujet des « interdictions de départ » infligées à des sportifs par leurs fédérations suite à des contrôles de santé ayant révélé des taux élevés d'hémoglobine.



### *Athletes For Transparency*

(Un taux élevé d'hémoglobine peut résulter d'un entraînement en altitude, mais le nombre important de sportifs présentant de tels taux a soulevé des questions quant à une possible indication de dopage.)

Depuis les Jeux de Turin 2006, l'AMA a organisé plusieurs réunions d'hématologues, d'experts sportifs et antidopage afin d'étudier et de développer ce concept. Lors de ces réunions d'experts, un consensus s'est dégagé pour que l'analyse des paramètres sanguins soit considérée comme faisant partie du processus antidopage dans la mesure où celle-ci

peut contribuer à identifier des profils suspects. Les participants se sont également entendus pour que l'analyse longitudinale des paramètres sanguins soit consignée dans une base de données, afin d'être utilisée à des fins de contrôles ciblés et de sanctions quand des valeurs anormales sont observées.

L'AMA a décidé de soutenir l'étude pilote d'AFT parce qu'elle contribuera à étudier la faisabilité technique, scientifique et juridique du concept du Passeport de l'Athlète, mais aussi à offrir la possibilité de tester et de développer les modèles les plus appropriés de prise de décision en relation avec des profils anormaux.



Temple Square, à Salt Lake City (Utah).

## Un 34e laboratoire accrédité

L'AMA a accrédité un nouveau laboratoire antidopage en novembre 2006 à Salt Lake City (États-Unis). Le Laboratoire de Recherche en Médecine du Sport et de Contrôle a passé avec succès les différentes étapes du processus d'accréditation

de l'AMA supervisé par le Comité des Laboratoires de l'Agence et a été accrédité en conséquence par le Comité exécutif de l'AMA. Le nombre de laboratoires accrédités par l'AMA dans le monde s'élève désormais à 34.

## Nouveau responsable principal pour le Département Science

L'AMA a engagé Osquel M. Barroso comme responsable senior de son Département Science. M. Barroso, qui a pris ses fonctions en janvier au bureau principal de l'Agence à Montréal, est responsable d'un certain nombre de projets clés au sein du Département et travaille en étroite collaboration avec le directeur scientifique de l'Agence, Olivier Rabin.

Né à La Havane (Cuba), Osquel M. Barroso a obtenu la nationalité italienne en septembre 2006. Il a étudié la radiochimie à l'Université d'État de Moscou (1987-1992), avec à la clé un master en chimie avec distinction, puis l'immunologie à l'ancienne École royale médicale post-grade de Londres, où il a terminé premier de sa volée et reçu le Prix du meilleur étudiant de l'année.

Osquel M. Barroso a obtenu une bourse d'étude de GlaxoWellcome pour un projet de doctorat de 1998 à 2002. Après son doctorat, il a travaillé comme post-doctorant jusqu'en mars 2004 dans le même laboratoire, celui d'Imperial College. Il a ensuite rejoint GlaxoWellcome comme scientifique senior, avant d'être promu scientifique principal, responsable de la direction des projets thérapeutiques pour les indications auto-immunologiques. Il a reçu le Prix scientifique exceptionnel pour la progression de projets.



Osquel Barroso

**LES ÉVÉNEMENTS SUIVANTS SONT PLANIFIÉS. POUR DES MISES À JOUR, VEUILLEZ CONSULTER LE SITE INTERNET DE L'AMA ([WWW.WADA-AMA.ORG](http://WWW.WADA-AMA.ORG))**

### SYMPOSIUM DES FI

L'AMA organise ce symposium annuel pour discuter de diverses questions liées à la lutte contre le dopage et à la coordination avec les experts antidopage des Fédérations internationales (FI). **27-28 mars 2007.** *Lausanne, Suisse.*

### SYMPOSIUM JURIDIQUE

L'AMA, en collaboration avec UK Sport, organise un symposium d'experts sur les enquêtes antidopage, les juridictions et les pouvoirs d'enquête. **16-17 avril 2007.** *Londres, Royaume-Uni.*

### RÉVISION DU CODE

Le Code mondial antidopage constitue l'une des plus grandes réalisations de la lutte contre le dopage à ce jour. Le Code est le document de base offrant un cadre harmonisé aux politiques, règles et règlements des organisations sportives et des autorités publiques. En se basant sur l'expérience acquise et sur trois années d'application du Code, l'AMA a lancé un processus de consultation sur le Code, similaire au processus mené pour sa rédaction, visant à réviser le document de manière pratique et à le rendre encore plus robuste, afin de renforcer les programmes antidopage dans le monde entier. Ce processus de consultation a débuté en avril 2006 et est entré dans la deuxième de ses trois phases. Le premier projet de Code révisé a été envoyé à tous les partenaires pour consultation et commentaires en janvier 2007. Le processus de consultation comprend les réunions suivantes.

<b>9-10 avril</b>	<b>Examen des commentaires par l'équipe de projet</b>	<b>Montréal, Canada</b>
<b>22-27 avril</b>	<b>SportAccord – Réunion avec divers partenaires et début de la rédaction du deuxième projet</b>	<b>Pékin, Chine</b>
<b>12-13 mai</b>	<b>Présentation du deuxième projet de Code révisé au Comité exécutif et au Conseil de fondation de l'AMA</b>	<b>Montréal, Canada</b>

### RÉUNIONS DU CADE ET DU CID

Le Conseil des sports des Amériques (CADE) et le Conseil ibéro-américain du sport (CID) tiennent plusieurs réunions au cours desquelles l'AMA présentera les progrès globaux et régionaux dans la lutte contre le dopage dans le sport, ainsi que les stratégies visant à répondre aux futurs défis. **16-21 avril 2007.** *San Juan, Porto Rico.*

### QUATRIÈME RÉUNION INTERGOUVERNEMENTALE DE LA RÉGION ASIATIQUE

Des représentants de gouvernements de la région asiatique et l'AMA se rencontrent pour discuter de l'évolution de la lutte contre le dopage dans la région et du soutien à l'AMA et à ses programmes. **28-29 mai 2007.** *Kuala Lumpur, Malaisie.*

### SENSIBILISATION DES SPORTIFS

Le programme de sensibilisation des sportifs de l'AMA vise à sensibiliser les sportifs aux dangers du dopage et à leur donner des informations en allant à leur rencontre.

<b>11-13 mars</b>	<b>Championnats du monde juniors de ski de la FIS</b>	<b>Tarvisio, Italie</b>
<b>11-23 juillet</b>	<b>Jeux africains</b>	<b>Alger, Algérie</b>
<b>13-29 juillet</b>	<b>Jeux panaméricains</b>	<b>Rio de Janeiro, Brésil</b>
<b>8-18 août</b>	<b>Universiades</b>	<b>Bangkok, Thaïlande</b>

### OBSERVATEURS INDÉPENDANTS

Le programme des Observateurs indépendants (OI) contribue à renforcer la confiance des sportifs et du public lors de grandes manifestations sportives en surveillant et en auditant toutes les phases des programmes de contrôle du dopage et de gestion des résultats.

<b>11-23 juillet</b>	<b>Jeux africains</b>	<b>Alger, Algérie</b>
<b>13-29 juillet</b>	<b>Jeux Panaméricains</b>	<b>Rio de Janeiro, Brésil</b>

### SÉMINAIRES ITINÉRANTS SUR L'ÉDUCATION

Les séminaires itinérants de l'AMA sur l'éducation contribuent à améliorer la compréhension des efforts contre le dopage, à disséminer des informations générales sur la lutte contre le dopage dans le sport, et à donner des conseils et outils pratiques aux partenaires de l'AMA dans le monde entier pour leur permettre de mettre en place ou de renforcer des programmes d'éducation antidopage.

<b>12-13 mars</b>	<b>Seychelles</b>
<b>16-17 mars</b>	<b>Île Maurice</b>
<b>23-24 mars</b>	<b>Madagascar</b>

### PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ANTIDOPAGE

Dans le cadre de ce programme, l'AMA travaille avec des partenaires pour faciliter la mise en place d'organisations régionales antidopage (ORAD) dans diverses régions du monde.

<b>2-3 mars</b>	<b>ORAD d'Océanie - Réunion du Conseil</b>	<b>Nadi, Fidji</b>
<b>15-16 mars</b>	<b>ORAD d'Europe de l'Est - Réunion de l'équipe de projet</b>	<b>Minsk, Biélorussie</b>
<b>27-30 mars</b>	<b>ORAD d'Asie du Sud-Est - Réunion du Conseil et formation d'agents de contrôle du dopage</b>	<b>Singapour</b>
<b>12-13 avril</b>	<b>ORAD d'Afrique Zone V - Réunion du Conseil</b>	<b>Nairobi, Kenya</b>
<b>17-18 avril</b>	<b>ORAD d'Afrique Zone IV - Réunion de l'équipe de projet</b>	<b>Sao Tome et Principe</b>
<b>6-9 mai</b>	<b>ORAD des États du Golfe et du Yémen - Réunion du Conseil et formation/éducation d'agents de contrôle du dopage</b>	<b>Riyadh, Arabie Saoudite</b>
<b>16-17 mai</b>	<b>ORAD d'Asie du Sud - Réunion de l'équipe de projet</b>	<b>Maldives</b>
<b>24-25 mai</b>	<b>Séminaire international sur le contrôle du dopage</b>	<b>Tromsø, Norvège</b>
<b>2-3 juin</b>	<b>ORAD d'Afrique Zone II &amp; III - Réunion du Conseil</b>	<b>Niamey, Niger</b>
<b>15-16 juin</b>	<b>ORAD des Caraïbes - Réunion du Conseil</b>	<b>Barbade</b>
<b>Juin</b>	<b>ORAD d'Asie centrale - Réunion du Conseil et formation d'agents de contrôle du dopage</b>	<b>Téhéran, Iran</b>
<b>Juin</b>	<b>ORAD d'Asie de l'Ouest - Réunion de l'équipe de projet</b>	<b>Jordanie</b>

### FORMATION À ADAMS

ADAMS (Système d'administration et de gestion antidopage) est la banque de données basée sur Internet coordonnant les activités antidopage dans le monde entier. Les sessions suivantes (sur invitation) sont planifiées. Veuillez consulter le site [www.wada-ama.org](http://www.wada-ama.org) pour d'autres sessions possibles.

<b>29-30 mars</b>	<b>Lausanne, Suisse</b>
<b>2-3 avril</b>	<b>Le Cap, Afrique du Sud</b>
<b>2-5 mai</b>	<b>Rio de Janeiro, Brésil</b>